



Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

21 juin 1993

Cher monsieur Blois,

Merci de votre correspondance la plus récente.

Au cours des neuf dernières années, le Parti libéral s'est prononcé vigoureusement contre les plans de Postes Canada visant à fermer ou à convertir des bureaux de poste existants. Nous considérons les fermetures ou les conversions comme une détérioration du service au public. À plusieurs reprises, les libéraux ont averti le gouvernement conservateur que les politiques mises en œuvre par Postes Canada donneraient lieu à un moins bon service, des salaires inférieurs pour les employés et plus de difficulté à garantir la sécurité du courrier.

Le Parti libéral croit que Postes Canada devrait demeurer une société d'État. Selon nous, le service postal est un important service public et Postes Canada devrait se concentrer sur l'offre de services équitables en milieu rural et dans les centres urbains. L'augmentation du nombre de milieux ruraux obtenant un service postal de seconde classe doit cesser.

Un gouvernement libéral soutiendrait un moratoire sur les futures fermetures jusqu'à ce qu'un examen complet des services postaux soit entrepris. Et, si les ressources le permettent, nous pourrions envisager la réouverture de certains bureaux de poste qui ont été fermés. Des copies de plusieurs communiqués instructifs de Jerry Pickard, critique libéral pour Postes Canada, exprimant les préoccupations de notre parti, sont annexées.

J'apprécie le temps que vous avez pris pour porter à mon attention les préoccupations de l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations sincères,

Jean Chrétien

E.L. Blois  
Président national  
ACMPA  
281, rue Queen Mary  
Ottawa (Ontario)  
K1K 1X1